

Rapport de la Cour des comptes : Toujours plus fort pour encore moins de services publics !

La France « *au pied du mur* » ; la dépense publique « *en roue libre* » ou encore une « *dérive inédite* ». C'est par ces termes que la Cour des Comptes qualifie la situation budgétaire du pays dans son dernier rapport sur les finances publiques. Les erreurs de prévision des deux dernières années pèsent lourd : de l'ordre de 60 milliards d'euros, et un déficit public attendu à 6 % du PIB en 2024. Ces chiffres servent opportunément d'appui à la Cour des comptes pour une attaque franche contre les dépenses publiques, en particulier celles de la protection sociale et des collectivités locales.

La tonalité délibérément anxiogène est bien choisie quelques jours avant la sortie d'un autre rapport sur les retraites. Le message de la Cour est sans ambiguïté : le plan d'austérité adopté dans le budget 2025 doit être impérativement tenu pour atteindre un retour sous les 3% de déficit en 2029. Autrement dit, le budget 2025 doit enclencher un plan d'économies « *historique* » de 110 milliards d'euros qui s'étalerait sur cinq ans.

La Cour prend acte de la dégradation de la conjoncture sans en tirer aucune conclusion et occulte le fait que ce plan risque d'aggraver la situation économique du pays, pourtant déjà au bord de la récession.

Etonnamment, la Cour des comptes passe sous silence les baisses d'impôts consenties depuis 2017. La multiplication des cadeaux fiscaux, loin de relancer l'activité, a aggravé les inégalités et affaiblit la demande, contribuant ainsi à l'aggravation des déficits publics.

Ce rapport sort au moment opportun pour que s'accélère le démantèlement du modèle social républicain.

Contact :

Rachèle BARRION
Secrétaire confédérale

**Secteur de l'Economie et
du Service public**

✉ [rbarrion](mailto:rbarrion@force-ouvriere.fr)
[@force-ouvriere.fr](mailto:rbarrion@force-ouvriere.fr)
☎ 01.40.52.82.70

Paris, le 14 février 2025